

Inscription territoriale et ubiquité télécommunicationnelle

Francis Jauréguiberry¹

La généralisation des outils de télécommunication s'est soldée, à partir du début des années 80, par une brusque inflation d'études prospectives destinées à cerner en quoi et comment l'extension de l'ubiquité médiatique allait agir sur les modalités de production de nos sociétés. Presque toutes ces études ont alors prédit le futur remplacement des espaces territoriaux du lien social par une télé-socialité non-spatialement définie. Les identifications établies à partir d'un espace physique de référence devaient disparaître au profit d'échanges médiatiques noués autour de thèmes agglutinants. Or, vingt ans plus tard, qu'observe-t-on parmi ceux qui sont désormais au plus proche de la situation d'ubiquité médiatique alors imaginée? Un surprenant appel à ce qui semblait précisément voué à la disparition dans une société de communication : la proximité physique et le local. Seulement cette proximité change de nature, et c'est sur elle qu'il s'agit désormais de s'interroger.

Mot-clés: communication, sociabilités, culture.

The generalization of the telecommunication means has solidified, over the early 80s, through some violent inflation of studies addressed to invest on what and how the extension of the media omnipresence would act upon the production modalities of our societies. Nearly all such studies predicted the future exchange of territorial spaces of the social environment for a not necessarily defined tele-sociability. The identifications established from a reference physic space should be replaced in favor of the information exchanges related to agglutinating themes. Even though, twenty years latter, what we have observed between the closest we have reached to the media omnipresence situation and what has been pictured? A surprising call to what seemed to be meant to disappear in a communication society: the physical and local approach. Such approach only changes its nature, and it is that we must question upon.

Key words: communication, sociability, culture.

A generalização dos meios de telecomunicação se solidificou, no início dos anos 80, através de uma violenta inflação de estudos destinados a investir em que e como a extensão da onipresença da mídia agiria sobre as modalidades de produção de nossas sociedades. Quase todos esses estudos previam a futura troca de espaços territoriais do meio social por uma tele-sociabilidade não necessariamente definida. As identificações estabelecidas a partir de um espaço físico de referência deveriam desaparecer em benefício das trocas de informações ligadas à temas aglutinadores. Entretanto, vinte anos depois, o que observamos entre o que temos de mais próximo da situação de onipresença da mídia e o que foi imaginado? Um surpreendente chamado ao que parecia destinado a desaparecer numa sociedade de comunicação: a proximidade física e o local. Somente essa proximidade muda de natureza, e é sobre ela que se deve questionar.

Palavras-chave: comunicação, sociabilidade, cultura.

¹ Professeur de sociologie à l'Université de Pau (France) et chercheur au laboratoire SET (Société, Environnement et Territoire) du CNRS.

L'homme a toujours rêvé d'être ici et ailleurs en même temps. Mais ce désir d'ubiquité n'avait jamais eu, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, d'autre réalisation que mythique au niveau collectif et imaginaire au niveau individuel. Le télégraphe puis le téléphone ont introduit un véritable bouleversement dans la façon de vivre la réalisation de ce désir. Ils ont permis d'expérimenter une ubiquité non plus seulement mentale (par l'imaginaire, le rêve ou la construction intellectuelle) mais aussi sensitive et verbale (par le prolongement artificiel de l'ouïe et de la voix). De temporellement successifs et spatialement exclusifs l'un de l'autre, l'ici et l'ailleurs se sont mués en "possibles" simultanés.

Le téléphone mobile et Internet (et les "assistants numériques personnels" qui en sont la synthèse) poussent beaucoup plus loin cette expérience d'ubiquité médiatique puisqu'ils émancipent les interlocuteurs de leur localisation physique. En effet, si le téléphone fixe et le télégraphe relient avant tout des lieux où sont censées se trouver des personnes, le téléphone mobile et Internet relient d'abord des personnes quels que soient les lieux où elles se trouvent. De présences potentielles dans un lieu déterminé, on passe à la potentialité d'une présence dans des lieux indéterminés. Il en résulte une sorte "d'abstraction spatiale" et "d'évaporation" du "branché" nomade qui s'extrait du lieu d'où il télécommunique sans pour cela participer du lieu d'où appelle — ou répond — son interlocuteur. L'espace médiatique devient un espace sans distance physique où les lieux s'effacent en se télescopant, dans lequel le branché vit une illusion d'ubiquité qui se réalise paradoxalement sous une forme utopique, au sens étymologique du terme (*ou-topos* = non-lieu): celle de l'avènement d'un espace sans lieu.

Tout concourt apparemment à célébrer l'avènement d'un tel espace utopique. Dans un contexte de mondialisation et d'accélération des flux, les "nouvelles technologies de communication" sont décrites comme outils de rupture du déterminisme spatial où contiguïté était synonyme d'accessibilité et de rapidité. Pour la première fois dans l'histoire, une réelle possibilité de rupture du binôme espace-temps, où économie de l'un (espace) se traduisait par gain de l'autre (temps), apparaît en effet. Pour peu que l'on soit branché sur le bon réseau, l'éloignement

n'est plus *ipso facto* un facteur pénalisant. Ainsi, si les villes ont classiquement pu être décrites comme "accélérateurs d'échanges" (Braudel, 1967), "commutateurs sociaux" (Claval, 1981) ou "machines informationnelles" (Fourquet, 1973) parce qu'elles permettaient des économies d'échelle lorsque la transmission des informations prenait du temps, l'effacement de ce même temps de transmission permet d'imaginer une "périphérie sans fin" et une "excentricité généralisée, signe avant-coureur du dépassement de la forme urbaine industrielle" (Virilio, 1984). Optimistes en termes d'aménagement, certains prédisent même que les nouvelles technologies de communication, couplées à la micro-informatique, permettront l'éclatement de la production dans de petites unités à taille humaine dispersées sur tout le territoire avec, comme application extrême, le télétravail à domicile (Toffler, 1980). Reliées entre elles par des réseaux hyper performants, ces nouvelles unités de production et de vie laisseraient entrevoir la réalisation d'une décentralisation réussie et d'une autogestion possible². Cette décentralisation permettrait à son tour de résoudre les problèmes d'aménagement que l'hypertrophie des métropoles a posés: nuisances (bruit, pollution), baisse de la qualité de la vie (trajet résidence-travail chaque fois plus long et stressant), surcoûts (flambée de la rente foncière, transports en commun déficitaires, frais de gestion urbaine) et lente agonie des campagnes (où vies économiques, culturelles et politiques sont happées par la centralisation urbaine des activités).

Conscientes de ces nouvelles potentialités de développement économique, la plupart des collectivités territoriales cherchent à se brancher sur les réseaux les plus performants et dynamiques afin de rester dans la course aux implantations d'entreprises nomades, proposant même à ces dernières des facilités d'accès à l'information sous forme d'abonnements gratuits à des banques de données ou de téléports, de la même façon qu'elles s'étaient mises à leur offrir, dans les années 1970, des facilités foncières pour leur implantation. Cependant, beaucoup de ceux qui ont cru un peu trop vite que les nouvelles technologies de communication allaient ainsi gommer les inégalités territoriales se posent désormais la question des limites d'un tel phénomène. Leur actuelle déception est sans doute à la

² Par exemple: "La société de communication doit être une "société de microsociétés" avec des communautés aux dimensions humaines, c'est-à-dire d'une taille moyenne, assez grandes pour traiter en local une majorité de problèmes, mais assez limitées pour que toute la population puisse être rassemblée et embrassée du regard (...). La grande migration urbaine a détruit les communautés, leur unité et leur convivialité, dispersé ou supprimé leurs activités. Les réseaux câblés interactifs, tels les forums d'antan, devraient faire naître ou recréer de nouveaux "villages", même au cœur des zones les plus déshéritées (...). Les réseaux locaux favoriseraient les développements de structures légères et décentralisées ou d'entreprises moyennes (quelques centaines d'employés) que les diverses formes de télétravail permettront d'intégrer progressivement aux nouvelles communautés de vie" (Voge, 1983, p. 201-202).

mesure de l'utopie techniciste qui les animait il y a quelques années, comme si la technique pouvait influencer aussi directement sur l'économie, le socioculturel ou même le politique. Ils se sont entre temps rendus compte que les technologies d'ubiquité médiatique, non seulement n'étaient pas parvenues à générer *par elles-mêmes* plus d'égalité territoriale dans un espace plus homogène, mais avaient au contraire participé, dans la majorité des cas, à la reproduction des inégalités territoriales.

C'est de ce retour au territoire inégalitaire, au local particulier et aux lieux uniques dans une société produisant des discours, des pratiques et des technologies visant à l'homogénéisation territoriale, à un espace sans distance et, finalement, à l'ubiquité dont il sera principalement question ici.

Télécommunications et reproduction des inégalités territoriales

Dire que, par effet de diffusion, l'innovation perd son caractère discriminant parce que ses retombées atteignent des "effets masse" et se "démocratisent" revient à avoir une vision bien singulière du processus même d'innovation! Dans nos sociétés de production et concurrentielles, l'innovation ne se fige jamais. Elle est au contraire mue par un mouvement dynamique et l'enjeu de luttes dont le but est toujours, finalement, le pouvoir. Ainsi, et rapporté à notre sujet, François Ascher (1995, p. 71) montre bien comment, si un "certain type de télécommunications se diffuse sur les territoires et se banalise, ce qui prive ces techniques de la première génération de leur valeur discriminante (...), la connexion des petites villes sur ces télécommunications banalisées ne comble aucunement leur handicap dans la concurrence interurbaine. Car, dans le même temps, de nouveaux besoins en télécommunications se développent, et de nouvelles infrastructures nécessaires se localisent... dans les zones les plus développées". Jean-Pierre Garnier (1986, p. 117-118) force le trait de ce constat sous une forme critique: "Les réseaux électroniques où circule l'information sont organisés selon une structure hiérarchique et centralisée qui ne fait que redoubler et reproduire, et donc consolider, dans l'espace médiatique, la hiérarchisation et la centralisation propre à la structure

de l'espace social, qu'il soit envisagé sous l'angle institutionnel, économique, politique ou culturel (...); il serait illusoire de compter sur l'extension et la densification du réseau médiatique pour mettre fin à la ségrégation socio-spatiale (...). Dans une société divisée en classes, la médiation croissante de la communication n'atténue ni, à plus forte raison, n'élimine la hiérarchisation des espaces".

C'est à partir d'une hypothèse semblable que Gérard Claisse organisait, en 1986, sa réflexion sur l'espace urbain: "Avant de modifier l'organisation de l'espace, le développement des télécommunications s'inscrit dans une structure spatiale qui conditionne l'architecture et la répartition géographique des réseaux". Ainsi, était-il démontré, "les nouveaux réseaux de communication les plus perfectionnés sont construits, dans leur quasi-totalité, dans les zones de concentration démographique, ce qui accentue encore plus les disparités spatiales". Seules les zones rentables (peu de travaux en génie civil pour un maximum d'abonnés) sont câblées. A l'intérieur de ces zones, une seconde ségrégation intervient alors: les services offerts étant relativement chers, seule une clientèle solvable y a accès. Dix ans plus tard, le même auteur constate: "La réticularité cellulaire qui devait permettre d'en finir avec le vieux modèle de la concentration et de la centralisation nous renvoie en permanence l'image de la centralité: accroissement de la polarisation et des hiérarchies urbaines, de la concentration et de la centralisation" (Claisse, 1997). Étudiant l'implantation très inégale d'Internet, Astrad Torrès (1995) confirme ce constat en montrant en particulier comment cette disparité ne fait que creuser le fossé existant entre les pays riches du nord et pauvres du sud.

Plaçant leurs études dans cette même logique de la reproduction des inégalités, d'autres auteurs ne contestent pas que les technologies puissent avoir quelques effets sur le social. Mais, contrairement aux technicistes optimistes, ils pensent que, loin de dynamiquement transformer la société, les nouvelles technologies de communication ne font que la figer dans la reproduction de ses inégalités en rendant supportable ce qui, sans ces innovations, aurait, selon toute évidence, été contesté et aurait donc, par là même, engendré un type de développement moins inégalitaire. Alors que, chez les technicistes (qu'ils soient optimistes ou pessimistes), la technique est présentée comme origine du changement, elle est ici pensée, par un singulier renversement de perspective, comme condition de la reproduction de l'existant. De telles études renvoient indirectement à l'École critique (Frankfurt) pour laquelle les médias sont avant tout des outils d'aliénation. En permettant aux habitants des concentrations urbaines, atomes perdus au milieu d'inconnus, de communiquer avec

quelques autres atomes connus mais géographiquement éloignés ou avec des ailleurs purement ludiques ou imaginaires, les nouvelles technologies de communication ne feraient que rendre “supportable” une inscription socio-spatiale que tout, par ailleurs, devrait porter à refuser. Ainsi, se demande Gabriel Dupuy (1982, p. 34), “la suburbanisation, la périurbanisation auraient-elles été urbainement possibles sans le téléphone? Que l’on se souvienne des symptômes du ‘mal des grands ensembles’ dans les années 1960! Maladies de déracinement, de migration, de déportation hors des quartiers anciens où la communication était établie de longue date par le voisinage, mais aussi maladie de l’inorganisation, de l’absence d’équipements de premières nécessités (médecin, pharmaciens...), de commerce, de transports. Le téléphone n’est-il pas arrivé à point?”. De la même façon, la télédistribution, le minitel ou Internet, en permettant de créer un espace convivial artificiel capable de se substituer au moins en partie à un environnement physique peu agréable ou même dévalorisant, désamorcerait d’éventuelles mobilisations visant le changement.

On le voit, le *topos* chargé de toute l’épaisseur du social et en particulier de sa dimension inégalitaire, résiste à l’*ou-topos* d’un espace sans distance. Mais le *topos* se donne aussi à voir à l’autre bout de la chaîne, là où, peut-être, on s’attend le moins à le voir réapparaître: chez les plus branchés, chez ceux qui, par l’intermédiaire de leur téléphone portable ou d’Internet, passent plusieurs heures par jours à vivre une expérience d’ubiquité médiatique.

Accélération du temps et “tourbillon du zappeur”

Pour les premiers utilisateurs du téléphone portable, celui-ci est d’abord un outil de réaménagement du temps vers sa plus grande rentabilisation. L’originalité de ce réaménagement réside dans le fait qu’il est obtenu non seulement de façon “classique”, par une meilleure organisation des tâches dans leur déroulement et leur succession, mais aussi de façon inédite, par son dédoublement grâce à la superposition simultanée d’un temps médiatique à un temps physique. Le temps physique “doublé” est en général vacant, interstitiel ou “mal utilisé” selon une logique rentabiliste. Il s’agit par exemple du temps contraint des trajets physiques, de celui des attentes dues à une affluence, à un retard ou à un contrordre, mais aussi de

celui qui s’avère non conforme, en utilité ou en intensité, à celui qui avait été projeté. Le téléphone portable permet de s’extraire de ces temps contraints, “presque morts”. Ou, plus exactement, il offre la possibilité de leur superposer un second temps médiatique, plus utile et donc rentable, sans pour autant “assassiner” totalement (pour rester dans la métaphore) les premiers: on continue de participer — à son volant — à la circulation automobile et on échange simultanément — à son téléphone portable — des informations avec son secrétariat. Il ne s’agit donc plus simplement de remplacer une occupation par une autre ou d’accélérer leur succession, mais de les superposer simultanément.

L’accélération occupationnelle qui en résulte peut être vécue de façon positive: comme un multiplicateur d’activités et d’opportunités, comme un révélateur de certaines potentialités organisationnelles jusqu’alors inexploitées, comme agent de simplification ou encore comme réhabilitation de l’intuition individuelle dans la gestion des affaires. Elle peut aussi être source de satisfactions, en particulier pour certains professionnels indépendants qui, vivant cette course au temps sous la forme de défis renouvelés, la trouvent passionnante et parfois gratifiante. Mais cette accélération peut aussi donner le vertige, et la chute n’est alors pas exclue.

Placé en état d’urgence permanent, le “branché” court en effet le risque de ne plus réagir qu’à l’impulsion afin d’éviter ce qu’on pourrait appeler “l’effet bouchon”: l’accumulation incontrôlable d’informations. Face, par exemple, à une succession de fax urgents et à un sans-fin d’appels téléphoniques, il lui faut aller vite. Outre le stress lié à l’activité fébrile qui en résulte, le danger d’une telle réaction est de voir remplacer la réflexion et l’imaginaire par une espèce de réflexe à parer au plus pressé. Le “branché” se convertit alors en pompier essayant d’éteindre le feu de l’urgence là où il prend. Le coup de fil a priorité sur la personne présente, le fax sur le courrier, et le *beeper* arrête tout, séance tenante, comme si l’individu ou l’organisation se mettaient aux ordres de l’urgence, l’advenant supplantant l’existant.

Il est évidemment des situations où nécessité fait loi. Mais l’extension de ce mode de réaction menace de le transformer en un véritable mode de fonctionnement. Focalisé sur la réaction aux sollicitations immédiates dont il est l’objet, le “branché” court dans ce cas le risque de tomber dans un “tourbillon du zappeur” (Jauréguiberry, 2003): comme soumis à l’effet d’une force centripète due à une accélération non maîtrisée, il se trouve aspiré par un maelström d’occupations frénétiques, un peu comme le zappeur face à son poste de télévision. Contraint à réagir

sur le mode de l'urgence à une masse d'informations grandissante et à des aléas de plus en plus fréquents, il se trouve réduit à s'accrocher où il peut s'il ne veut pas sombrer, à "faire des coups" et à développer des tactiques de nature opportuniste. L'acteur est alors moins mû par une logique de type stratégique, visant à adopter les meilleurs moyens par rapport à une fin qu'il s'est fixée, que par une logique de type tactique, visant à s'adapter au mieux à une situation qu'il ne domine plus. De volontaires et réfléchis, ses choix deviennent réactifs et improvisés, et ont donc toute chance d'être dépendants.

y contient tout entier. Il rappelle que, face à l'entrée massive de notre société dans une culture de l'immédiat, de l'impulsion et de l'urgence généralisée, il y a des moments qui résistent à l'accélération, des durées qui ne sauraient être brusquées, et des instants qui échappent à la logique du gain et de la vitesse.

Du local comme métaphore spatiale de stabilité

Retrouver le temps

Le tourbillon du zappeur attire. Il attire parce que la force du courant qui l'alimente est celle du système économique actuel basé sur la généralisation de la gestion en "temps réel" et qu'il est difficile d'échapper à sa pression. Il attire aussi parce que la forme qu'il donne à l'action (la vitesse, le défi, le zapping, le sentiment de puissance) n'est pas sans procurer une certaine jouissance à ceux qui l'expérimentent. Il attire enfin peut-être parce qu'en ramassant le temps dans une sorte de présent continu, il "distrait" (au sens pascalien du terme) l'individu du temps qui passe, et donc de questions existentielles potentiellement inquiétantes.

Mais le tourbillon du zappeur apparaît aussi comme un danger qu'il s'agit d'éviter. Face à la dispersion et à l'égarement qu'il peut engendrer, à l'aléatoire trop souvent côtoyé et au stress qu'il suscite, à l'éphémère renouvelé dans une sorte d'éternel présent, une réaction apparaît. Elle renvoie à une logique d'action critique qui vise à ne pas se laisser déposséder de sa propre temporalité, de ses propres rythmes au profit d'une mise en synchronie universelle qui unirait "en temps réel" tous les "branchés" du "grand réseau" dans une sorte de compulsion totalisante. Elle vise à réintroduire l'épaisseur du temps de la maturation, de la réflexion et de la méditation là où le heurt de l'immédiat et de l'urgence oblige à réagir trop souvent sous le mode de l'impulsion.

Ce temps est celui du passé, du souvenir et du retour sur soi qui permet à l'individu de renouer avec un ordre possible de référence. C'est aussi le temps de l'anticipation, de la crainte ou de l'espoir. Ce temps se donne à vivre dans l'arrêt, l'attente, le différé et la mise à distance. Il est non superposable et non susceptible d'être dédoublé: l'individu

C'est dans ce mouvement de dégagement du tourbillon du zappeur qu'apparaît souvent un appel au local. Le branché décrit ou imagine alors le local (toujours avec une charge émotive) comme lieu unique (territoire géographiquement restreint: quartier, canton, vallée) censé incarner une forme de vérité, d'authenticité et de sensibilité. Le local est d'emblée présenté dans sa capacité de résister au "tout équivalent territorial" produit par le *zapping*. L'appel au local est avant tout un désir de paix, de stabilité et de permanence. Il faut y lire comme une réaction à la forme de société informationnelle que Jacques Attali (1990, p. 50), même s'il ne la souhaite pas, prévoit: une société où "l'homme, comme l'objet, sera nomade, sans adresse ni famille stable, porteur sur lui, en lui, de tout ce qui fera sa valeur sociale" et où "l'éphémère sera le rythme de la loi (et) le narcissisme la source majeure du désir".

Le local fantasmé est construit comme le contraire des lieux *zappés*. Les lieux *zappés* sont ceux de l'urgence, synonymes des présents successifs sur lesquels s'ouvrent quotidiennement nos agendas. À l'opposé, l'expérience du local renvoie à la permanence, à ce qui fut avant et sera après soi: ce ne sont pas les lieux qui sont éphémères, mais ceux qui y passent. Ici, l'aune de la réflexion n'est pas l'heure, le jour ou la semaine mais la vie ou, en tout cas, une grande partie de celle-ci. Les lieux fréquentés (terminaux des moyens de transport, bureaux, hôtels, foires, etc.) par ceux qui se déplacent physiquement le plus sont de plus en plus interchangeables. Dans le souci de les rendre le plus praticable possible (effort d'adaptation minimum pour ceux qui y passent), ces lieux finissent par tous se ressembler. Une sorte d'équivalence universelle, dictée par un pragmatisme fonctionnel, est partout vérifiable. Leur seule particularité consiste en fait dans l'oblitération de toute référence aux espaces culturels qui les englobent (autrement que sous des formes archétypées et folkloristes). Le local fantasmé par le branché est au contraire unique et incomparable. C'est un lieu qui respire et qui vit dans son

originalité. Il renvoie à la sensibilité et non à l'efficacité, à l'appartenance et non à l'errance.

Face à la dispersion que le "tourbillon informationnel" peut engendrer, à l'aléatoire trop souvent côtoyé, à l'éphémère renouvelé dans une sorte d'éternel présent, un désir de permanence apparaît. Le local est alors, selon les cas, pensé comme "refuge", transcendance identitaire ou métaphore spatiale de la stabilité. Ce n'est pas le "village mondial" cher à Marshall McLuhan qui est ici recherché, mais bien plutôt le monde du village, c'est-à-dire, en définitive, celui de l'interconnaissance.

L'aporie de l'authenticité locale

Rien ne permet pour l'instant d'imaginer les retombées d'un tel appel au local en termes d'aménagement ou de développement local. Deux pistes sont toutefois envisageables. La première est inquiétante: la traduction par l'individu branché de son appel au local en une action visant à projeter en un seul lieu toute sa subjectivité laissée pour compte par son activité de *zappeur*. Ce lieu serait pour lui une sorte d'île d'authenticité où il pourrait laisser libre cours à sa spontanéité, à son affect et même à ses penchants d'irrationalité. Une telle conception insulaire du local a de quoi effrayer. Sa réalisation signifierait en effet la dissociation réussie entre, d'une part un lieu central de subjectivité, où le seul mode de communication serait la communion: avec la nature, avec son "être profond", avec sa famille ou ses égaux (la communauté) et, d'autre part, des lieux éclatés d'instrumentalité vécus comme espaces d'affrontements civilisés entre intérêts particuliers.

L'actuelle tendance à la sectorisation spatiale de grandes métropoles selon les appartenances ethniques, les niveaux de vie ou les échelles de goûts, s'accommoderait parfaitement d'un tel néo-communautarisme doublé d'un utilitarisme cynique. Les *zappeurs* les plus aisés auraient alors toute chance d'habiter les quartiers les plus chics ou les zones sécuritairement les mieux protégées avec, comme extrême et

à l'instar de ce qui se passe aux États-Unis, l'organisation de *gated communities* (Trilling, 1993), les *zappeurs* les moins aisés ayant toujours la possibilité de s'extraire médiatiquement de leur milieu physique... On peut toutefois entretenir quelque espoir quant à la non-réalisation d'une telle perspective. Celle-ci implique en effet que le branché en mal d'authenticité trouve entièrement son compte affectif dans le vécu d'un tel local insularisé. Or l'expérience de celui-ci risque fort de lui faire apparaître l'écart entre le local désiré (auquel il est demandé d'être authentique et unique) et le local réel (qui est toujours un mélange de particularisme et d'universalisme): la réification de l'authenticité ne peut que décevoir³. La prise de conscience de cet écart pourrait alors s'avérer positive car elle permettrait de rompre la dichotomisation trop bien pensée entre vie privée, locale, affective et authentique d'un côté et vie publique, *zappée*, instrumentale et cynique de l'autre.

La seconde piste conduit à la possibilité d'une nouvelle citoyenneté locale. Alors que la mobilité a tendance à produire un désengagement, un refus de participer aux choses locales autrement que sur le mode éphémère de la consommation⁴, l'appel au local pourrait se traduire par un attachement producteur d'une réelle implication citoyenne. Se sentir affectivement, poétiquement, avec émotion, bref subjectivement lié à un territoire, définit une situation en quelque sorte asociale mais vitale sur laquelle l'acteur peut s'ancrer pour penser le social qui s'y déroule autrement que de façon rentabiliste. Se sentir être ainsi d'un territoire, c'est la possibilité de s'en considérer responsable, ce qui veut dire aussi à l'écoute et solidaire de ceux qui y vivent. On voit que cette seconde piste va dans une direction opposée à celle de la première. Il ne s'agit pas de revenir au local pour y vivre un enfermement communautaire concomitant d'une utilisation rentabiliste de réseaux universels, mais de vivre le local comme élément de renforcement de la personnalité permettant à l'individu branché de se concevoir comme acteur. Ce qui renvoie en définitive à la figure d'un sujet capable à la fois de penser (vivre, revendiquer) sa particularité face au système tout en étant un acteur de ce même système (Touraine, 1992) et d'être de quelque part tout en étant universel sans que l'un soit exclusif de l'autre.

³ En amont, la recherche de l'authenticité se heurte à la mise en scène de plus en plus répandue de cette même authenticité par des villes ou collectivités territoriales voulant associer leur nom à une image de qualité de vie. À terme, leurs stratégies de communication se soldent par une mise en équivalence de lieux qui, pour les acteurs qui nous intéressent ici, devraient au contraire être incomparables (il en va de même pour les destinations "exotiques et uniques" des voyageurs).

⁴ "Nous usons les lieux et nous nous en débarrassons tout comme nous jetons kleenex et canettes de bière" écrit Alvin Toffler (1971,

Références

- ASCHER, F. 1995. *Métapolis ou l'avenir des villes*. Paris, éd. Odile Jacob.
- ATTALI, J. 1990. *Lignes d'horizon*., Paris, éd. Fayard.
- BRAUDEL, F. 1967. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Paris, éd. Albin Michel.
- CLAISSE, G. 1986. L'espace et son double. *Réseaux*, 20.
- CLAISSE, G. 1997. *L'abbaye des télémythes*. Lyon, éd. Aléas.
- CLAVAL, P. 1981. *La logique des villes*. Paris, éd. Litec.
- DUPUY, G. 1982. Téléphone pour la ville: l'enjeu urbain des centraux. *Métropolis*, 52.
- FOURQUET, F. 1973. *Les équipements du pouvoir*. Paris, éd. Recherche.
- GARNIER, J.-P. 1986. L'espace médiatique: un nouveau lieu pour l'imaginaire social? In: F. AURIAC et R. BRUNET (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*. Paris, éd. Fayard/Fondation Diderot.
- JAURÉGUIBERRY, F. 2003. *Les branchés du portables. Sociologie des usages*. Paris, éd. Presses Universitaires de France.
- TOFFLER, A. 1971. *Le choc du futur*. Paris, éd. Denoël.
- TOFFLER, A. 1980. *La troisième vague*. Paris, éd. Denoël.
- TORRÈS, A. 1995. Une nouvelle vassalisation. *Le Monde diplomatique*, avril.
- TOURAINÉ, A. 1992. *Critique de la modernité*. Paris, éd. Fayard.
- TRILLING, J. 1993. La privatisation de l'espace en Californie. *Les annales de la recherche urbaine*, 57-58.
- VIRILIO, P. 1984. *L'espace critique*. Paris, éd. Christian Bourgois.
- VOGE, J. 1983. La société de communication. Nouveaux médias pour un nouveau monde. *Etude*, 358(février).

